

Le 12 décembre

EN GRÈVE



contre la réforme du LP

Rassemblement à 14h devant le rectorat de Grenoble

Le gouvernement s'obstine dans sa volonté de casser le lycée professionnel, en s'attaquant à la classe de terminale. Pour répondre au désastre issu des réformes successives qu'a subies le lycée professionnel, la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels enfonce le clou avec une année de terminale présentée comme à la carte pour l'élève, mais qui est en réalité un dispositif pour masquer les difficultés que rencontre le lycée professionnel.

Le chaos en terminale

La transformation de l'année de terminale porte sur deux principaux aspects :

1 un calendrier décousu avec des épreuves d'examens dispersées pour les élèves : évaluations en CCF tout au long de l'année pour les langues vivantes, maths-sciences, arts appliqués, EPS, enseignement technologique et professionnel ; épreuves de français et d'histoire-géographie-éducation civique et économie-droit à la mi-mai ; épreuve de PSE et oral de "projet" (qui remplace le chef d'œuvre) en juin.

2 à la mi-mai, le positionnement de l'élève sur un parcours parmi les

deux proposés : six semaines de "stage" pour les élèves qui envisagent une insertion dans le monde du travail ou six semaines de cours d'enseignements généraux et professionnels et de compétences psychosociales.

Ce parcours est censé permettre aux élèves qui souhaitent poursuivre leurs études d'acquérir les compétences nécessaires à la réussite dans l'enseignement supérieur, alors même que la réforme Blanquer a drastiquement réduit les heures d'enseignement général, technologique et professionnel, avec la mise en place du chef d'œuvre, de la co-intervention, de l'accompagnement personnalisé, de nouvelles disciplines pour lesquelles les collègues n'ont reçu qu'une faible formation.

Les conséquences

Cette transformation est lourde de conséquences pour les élèves et leurs enseignant·es.

Elle contribue à la poursuite de la destruction du lycée professionnel et crée un clivage entre les élèves qui iront en stage et celles et ceux qui resteront au lycée : les premier·es seront confié·es à des entreprises pendant 6 semaines, entérinant ainsi l'abandon de la poursuite d'études pour intégrer un marché du travail davantage précaire.

Nos revendications

SUD éducation revendique un lycée professionnel de qualité qui, associant enseignement professionnel et enseignement général, apporte aux élèves autonomie et esprit critique. Nous demandons :

- **l'abrogation de la réforme de l'enseignement professionnel** et l'abandon de la transformation de l'année de terminale,
- **l'annulation de la modification du calendrier scolaire** qui dégraderait les conditions de travail des élèves et des personnels,
- **un parcours scolaire décent pour les élèves,**
- **une scolarité exclusivement sous statut scolaire des élèves de CAP et de bac pro,**
- **le retour au bac pro 4 ans et l'ouverture de classes de CAP.**

Pour faire entendre notre refus de cette transformation inique, SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser massivement par des assemblées générales, des rassemblements et des manifestations le mardi 12 décembre, journée de grève pour la défense des lycées professionnels.

Rassemblement à 14h devant le rectorat de Grenoble

Au lieu de donner aux élèves des lycées professionnels de véritables moyens pour apprendre, **le ministère envoie un signal négatif aux PLP en recyclant les épreuves anticipées**, abandonnées en LGT, dont on sait les effets négatifs qu'elles ont eus sur l'assiduité des élèves.

La scission de l'année de terminale en deux périodes ouvre la porte à l'annualisation du travail pour les PLP, que le ministère cherche à mettre en place depuis longtemps dans les lycées professionnels..